



## Rentrée scolaire : l'éducation nationale face à une « semaine test »

Quelque 12,4 millions d'élèves ont repris le chemin de l'école, lundi, sans changement, à ce stade, du protocole sanitaire dans les écoles, collèges et lycées. Quelque 12,4 millions d'élèves ont repris le chemin de l'école, lundi 4 janvier, « comme prévu » selon les propres mots du ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, c'est-à-dire sans changement, à ce stade, du protocole sanitaire dans les écoles, collèges et lycées.

« C'est un choix profondément éducatif et social et, en cela, aussi [un choix] politique, [que] de préserver le droit des enfants à l'éducation, a défendu le ministre sur les ondes d'Europe 1, mardi 5 janvier au matin. Si j'avais écouté les Cassandre, j'aurais reporté chaque rentrée des classes – depuis le début de l'épidémie, au printemps –, a-t-il aussi souligné. Des inquiétudes légitimes, il y en a, mais on ne peut pas priver d'emblée les enfants d'école. »

Article réservé à nos abonnés Lire aussi

En maintenant le calendrier scolaire inchangé, la France assume, avec l'Espagne, le Portugal et la Suisse, une position singulière, quand de très nombreux autres pays voisins – du Royaume-Uni à la Grèce en passant par l'Allemagne – ont pris la décision, face à la menace d'une troisième vague épidémique, de fermer tout ou partie de leurs écoles. Mais après les réunions festives de fin d'année, et alors que deux variants du SARS-CoV-2 circulent sur le territoire français, un certain nombre d'inconnues entourent cette rentrée. Tour d'horizon.

Le « brassage » des élèves va-t-il faire évoluer le nombre de contaminations ?

La réponse viendra « dans les dix jours », soufflent les infirmiers et infirmières scolaires, en prédisant une « semaine test ». Le prochain point de situation hebdomadaire émanant de l'éducation nationale est attendu vendredi.

Mais l'alerte lancée par le directeur général de la santé, Jérôme Salomon, dans une interview au Journal du dimanche le 3 janvier, a rencontré un fort écho auprès des enseignants : les deux variants du SARS-CoV-2 (identifiés au Royaume-Uni et en Afrique du Sud) « toucheraient » plus les jeunes, y explique M. Salomon ; « il faut donc qu'on soit très attentif au milieu scolaire et universitaire ». D'autant, précise-t-il, que « les enfants reviennent de différents endroits, en France ou à l'étranger », ce qui peut « rebattre les cartes de la situation épidémiologique ». Avant lui, c'est le conseil scientifique qui, dans son avis du 22 décembre 2020, avait prévenu d'une « possibilité de reprise incontrôlée de l'épidémie en janvier ».

Au-delà du débat scientifique sur la contagiosité des enfants, les enseignants, de la maternelle au lycée, portent aujourd'hui une même revendication : « Faire toute la transparence sur les contaminations en milieu scolaire ». Une demande relayée par les fédérations de parents : « Il est urgent de savoir si, oui ou non, les écoles sont des lieux de cluster possibles », martèle Rodrigo Arenas, porte-parole de la FCPE.

Bon nombre d'observateurs de l'école avaient pointé, à l'automne, des « contradictions » entre les bilans hebdomadaires communiqués par l'éducation nationale, basés sur du « déclaratif » (et qui ont rarement dépassé quelques milliers de « cas positifs »), et les statistiques, plus alarmantes, de l'agence de sécurité sanitaire Santé publique France (SpF). Questionné sur le sujet, mardi, M. Blanquer a prôné la « vigilance » tout en faisant valoir un chiffre rassurant : 0,3 % des 10 000 tests antigéniques réalisés dans des lycées, courant décembre, se sont révélés positifs.

Faut-il revoir le protocole sanitaire en milieu scolaire ?

La question résonne au sein de la communauté éducative, alors que les mesures en vigueur pour se protéger du Covid-19 n'ont que peu évolué depuis le 2 novembre. Limitation du brassage des élèves, masques pour les écoliers dès le CP et aération des classes toutes les deux heures doivent permettre de contenir l'épidémie. Y compris à la cantine, espace considéré à haut risque puisque les élèves y tombent le masque. Ce protocole renforcé est « appliqué de manière de plus en plus

professionnelle de la part de tous, s'est félicité Jean-Michel Blanquer, mais c'est un curseur que l'on doit pouvoir faire avancer ou reculer en fonction de la situation ».

Dernière « avancée » en date, la possibilité de dédoubler les classes en lycée pour mettre en place des cours en demi-groupe et à distance, a donné du lest à quelque 60 % des établissements qui s'en sont saisis. Une souplesse initialement accordée pour un temps limité : les cours étaient censés repasser à 100 % en présentiel dans les lycées à l'échéance du 20 janvier. A ce stade, nul ne sait si ce délai sera tenu. Ou même si le mouvement inverse ne sera pas amorcé : « On pourrait accentuer le protocole en mettant sur pied un système [d'enseignement] hybride systématique pour tous les lycées ou tous les collèges », a annoncé M. Blanquer, tout en précisant qu'« on n'en est pas là »

Une manière, disent les syndicats d'enseignants, de « souffler le chaud et le froid », à quelque mois d'une session du baccalauréat encore incertaine : les épreuves, réformées en terminale cette année, pourront être modifiées jusqu'à quinze jours avant l'échéance, selon une ordonnance ministérielle publiée le 24 décembre. De quoi inquiéter un peu plus des parents mais aussi des proviseurs qui dénoncent les « inégalités » entre établissements.

L'éducation nationale laisse également la porte ouverte à des « mesures spécifique selon les départements », inégalement touchés par l'épidémie. En zone rouge, où le couvre-feu a été ramené à 18 heures, l'impact sur les emplois du temps a, pour l'heure, été neutralisé : élèves et enseignants peuvent invoquer le motif « activité professionnelle, enseignement et formation » pour circuler librement.

Tester plus, vacciner plus vite, oui... mais comment faire ?

« Le monde enseignant est à l'image du reste de la société, souligne Stéphane Crochet du SE-UNSA. On a d'abord entendu s'exprimer une forme de scepticisme face à l'arrivée des tests et des vaccins ; aujourd'hui, c'est l'impatience qui prend le pas ».

Concernant les tests, après une « phase de rodage » lancée fin novembre et qui a concerné une dizaine d'académies à commencer par Créteil, Versailles et Paris, une « montée en puissance est engagée », assure-t-on dans l'entourage de M. Blanquer : 1 million de tests antigéniques sont « prêts » à être utilisés au bénéfice des personnels, des lycéens et des collégiens. Quelque 2 000 infirmiers et médecins de l'éducation ont été formés à cette fin.

La vaccination des enseignants pourrait, quant à elle, démarrer « au mois de mars au plus tard ». C'est l'engagement pris par leur ministre de tutelle : « Les enseignants font partie des professionnels de premier rang, après les personnels soignants », a-t-il défendu sur BFM-TV le 3 janvier. Des propos réitérés le lendemain sur Europe 1.

Réclamée par les Nations unies, l'intégration des enseignants dans les groupes prioritaires pour la vaccination avait été écartée dans un premier temps en France. La Mairie de Paris en a défendu le principe, lundi.

Placés en première ligne, les infirmiers scolaires n'en savent guère plus pour l'instant. « Tester ? Vacciner ? Ce n'est pas ma mission première mais si on m'attribue les moyens nécessaires pour le faire, j'accompagnerai la dynamique », témoigne Patricia François, en poste dans un collège à Caen, et porte-parole du syndicat Snics-FSU. Mais il reste « beaucoup de pédagogie à faire pour dissiper l'inquiétude ambiante », dit-elle : « On a reçu des courriers de parents nous disant refuser que leur enfant soit vacciné, rapporte-t-elle. Ils confondent tests et vaccins. La partie n'est pas gagnée... »

Allonger les vacances d'hiver... quitte à réduire celles d'été ?

Ce n'est pas le « scénario privilégié » du ministre de l'éducation, mais « on est ouvert à tous les scénarios, y compris [rallonger d'] une semaine les vacances de février », a affirmé l'intéressé sur Europe 1

Article réservé à nos abonnés Lire aussi

L'hypothèse de vacances prolongées en février, relayée par certains médecins dont l'épidémiologiste Antoine Flahault, suscite déjà une levée de boucliers des syndicats

d'enseignants. Et ils ne sont pas les seuls à s'en alarmer : toucher aux congés scolaires ne peut que provoquer des réactions en cascade du côté des familles – à commencer par celles en garde partagée – mais aussi des collectivités, responsables des accueils de loisirs, ou encore des professionnels du tourisme qui comptent beaucoup sur les vacances de février, échelonnées selon trois zones, pour limiter les effets de la crise.

« Ce type de déclaration ne fait que réveiller la grande crainte des collègues, explique Guislaine David, porte-parole du SNUipp-FSU, majoritaire dans le premier degré : qu'on n'ait pas d'autre solution que de laisser les écoles fermées ». Même réaction du SNES-FSU, représentatif en collège et lycée : « Un plan B, en cas de rebond épidémique, ne peut pas se limiter à une modification du calendrier, s'énerve sa représentante Frédérique Rolet. Défendre la capacité d'adaptation du système, ça a du bon, mais tout ne peut pas être décidé à la petite semaine... » Les représentants syndicaux sont attendus, jeudi 7 janvier, au ministère de l'éducation pour discuter des enjeux sanitaires de cette rentrée.

Notre sélection d'articles sur le coronavirus

Retrouvez tous nos articles sur le coronavirus dans notre rubrique

Sur l'épidémie

Covid-19 : hausse, stabilisation ou baisse, où en est l'épidémie dans votre département

Combien de vaccins ? Quand seront-ils disponibles ? Seront-ils obligatoires ? Peuvent-ils mettre fin à l'épidémie de Covid -19 ? Nos réponses à vos questions

Les chiffres sur la pandémie de Covid-19 ont un intérêt, mais ils n'expliquent pas tout

Et aussi :

Mattea Battaglia